



## **Les gouvernements et l'extrême droite soutiennent les massacres à Gaza, LES POPULATIONS LES DÉNONCENT DANS LES RUES !**

**L'armée israélienne a désormais coupé Gaza en deux et commence à frapper au sol aussi aveuglément qu'elle l'a fait du ciel. Plus de 10 000 personnes ont déjà été tuées, la moitié des habitations rasées. Après les hôpitaux, un convoi d'ambulances évacuant des blessés vers l'Égypte a été pris pour cible. Et quand la population échappe aux bombes, c'est le manque d'eau qui menace. Sept rapporteurs spéciaux des Nations unies s'inquiètent désormais d'un risque de génocide.**

Comble du cynisme : sur les 18 500 travailleurs gazaouis employés en Israël, 4 000 qui s'y sont retrouvés piégés après le 7 octobre y ont été retenus prisonniers, passés à tabac et humiliés avant d'être renvoyés sous les bombes. En Cisjordanie, les colons israéliens, armés par l'État et protégés par l'armée, ont accéléré les exactions pour chasser les populations palestiniennes, détruisant les habitations, tuant ou torturant ceux qui résistent.

### **L'impérialisme complice de ce crime contre l'humanité**

Ce carnage se fait avec la bénédiction des grandes puissances, États-Unis et France en tête, pour qui l'État d'Israël est un gardien de leur ordre au Proche-Orient. Macron et Biden ont aussi du sang sur les mains ! Le bombardement de l'Institut français de Gaza, preuve que les frappes visent la destruction totale de Gaza, n'a soulevé qu'une polie « incompréhension » du gouvernement français.

Par contre, Macron et Darmanin tentent d'instrumentaliser le conflit au service de leur politique raciste. Les tags et agressions antisémites sont systématiquement rapportés dans les médias. Ils sont évidemment odieux et doivent être dénoncés, mais le gouvernement a l'indignation sélective : les agressions et les déclarations racistes anti-arabes se sont elles aussi multipliées, y compris dans les médias. À l'exemple du journaliste de LCI, Pascal Perri, qui parle d'un « antisémitisme couscous ». Comme d'habitude, c'est la population d'origine

arabe qui est stigmatisée, accusée d'être antisémite, alors que l'extrême droite française a toujours fait de la haine des Juifs son fonds de commerce et que Macron lui-même, en 2018, avait rendu hommage à Pétain.

### **Un devoir de solidarité internationaliste que nous devons amplifier en France !**

Ce samedi, la solidarité avec le peuple palestinien a franchi un nouveau cap en France, avec plusieurs dizaines de milliers de manifestants à Paris et dans une quarantaine de villes, après trois semaines de mobilisation, malgré les interdictions et l'amalgame que cherche à imposer le gouvernement entre solidarité avec le peuple palestinien et apologie du terrorisme ou antisémitisme.

Les manifestations se sont multipliées à Londres, New-York, en Nouvelle-Zélande, Turquie ou Indonésie, exprimant indignation et rage face aux massacres. Aux États-Unis, la contestation est particulièrement massive contre le soutien de Biden à Netanyahu. À Oakland, 200 manifestants ont bloqué un navire destiné à livrer des armes à Israël.

Le peuple de Palestine, opprimé depuis 75 ans, enfermé dans des ghettos de misère, bombardé, a besoin d'une solidarité internationale qui fasse pression sur Netanyahu et sur nos propres gouvernements qui le soutiennent. Le combat du peuple palestinien pour son émancipation et sa liberté est indissociable de la lutte contre toutes les oppressions, les rapports de domination et d'exploitation qu'il faudra renverser là-bas comme partout. Travailleuses, travailleurs, jeunes, il faut construire le mouvement qui permettra de faire reculer Netanyahu et la politique guerrière et antisociale des gouvernements qui le soutiennent, dont celui de Macron !

**Dans les jours qui viennent, réunissons-nous sur nos lieux de travail et d'étude, faisons entendre notre colère, organisons-nous en collectifs d'expression de notre solidarité de travailleuses et travailleurs ! Halte au massacre à Gaza !**

## À ses souhaits

Au centre financier de Paris, on nous a distribué une lettre avec nos nouveaux horaires. En fait de « souhaits », ce sont ceux de la direction qui ont été pris en compte. Non seulement, elle nous impose une nouvelle fois les horaires qui ne nous conviennent pas, mais aussi des repos de cycle le jour qui l'arrange, et certainement pas le personnel, comme le mardi.

## Pas besoin d'Halloween pour se faire peur

Le centre financier a lancé un concours pour Halloween en invitant les agents à décorer leur service avec des araignées et autres figures grimaçantes. Si la direction veut vraiment se faire une frayeur, on peut lui envoyer une photo de notre relevé de compte à la fin du mois. Ou nous photographier regardant notre fiche de paye. En général, on tire une tête effrayante.

## Ça va piquer

Dans deux semaines, c'est le début de la « *peak period* » au courrier. Entre le Black Friday et les fêtes de fin d'années qui se préparent, la direction va encore nous faire jouer les Pères Noël pour pas un rond. Il y a quoi pousser un coup de gueule : ho ho ho !

## On nous désorganise

À Paris 15, le sous-effectif aux lignes, couplé à la surcharge de boulot, est insupportable. Impossible de gérer les 30 ou 40 paquets supplémentaires, qui s'accumulent. En plus de ça, la direction a décrété la généralisation de la deuxième présentation pour les Chronopost, ce qui n'est rationnel ni pour nous ni pour les usagers, mais seulement pour les profits de La Poste.

Il devient indispensable de réagir contre cette direction qui pourri notre boulot... et notre vie.

## Une mesure pas très nette

Avec la dernière fiche de paie, nous avons reçu une note explicative sur l'ajout d'une nouvelle ligne : le « montant net social ». Il s'agit de la somme qu'il faudra désormais déclarer pour toucher certaines aides, notamment la prime d'activité.

Ce montant est plus élevé qu'avant, donc les aides vont baisser d'autant.

Il est déjà scandaleux que notre salaire ne suffise pas à vivre sans la prime d'activité, mais le gouvernement veut encore nous raboter nos ressources !

## Loi immigration : surenchère raciste

La droite et l'extrême droite s'excitent contre l'« article 3 » sur le titre de séjour provisoire destiné aux « métiers en tension » et menacent de ne pas voter la loi

si le gouvernement ne le retire pas.

La preuve que LR et le RN sont prêts à s'allier à Macron, à condition que ce soit pour pourrir encore plus la vie des immigrés. Ils veulent même organiser un référendum contre les immigrés et couper aux sans-papiers l'accès aux soins de base. Et c'est avec ces partis racistes et xénophobes que le gouvernement cherche un compromis pour s'éviter un nouveau 49-3.

Face à ceux d'en haut qui cherchent à nous diviser, opposons la solidarité d'en bas, entre travailleurs de toutes les origines.

## Aux USA : une grève victorieuse qui en appelle d'autres

Commencée fin septembre, la grève des travailleurs de l'automobile aux USA s'est achevée la semaine dernière. Après Ford et Stellantis, les patrons de General Motors ont fini par lâcher. Les travailleurs des trois grands groupes automobiles ont mené une grève coordonnée durant six semaines et arraché 25 % d'augmentation en moyenne sur quatre ans – et jusqu'à 150 % pour les plus bas salaires. En plus des salaires, les grévistes ont obtenu la revalorisation des pensions, la titularisation de travailleurs intérimaires et des embauches (5 000 chez Stellantis et l'ouverture d'une usine de batteries chez Ford). C'est la force des 45 000 salariés en grève qui a fait plier le patronat.

## Au Bangladesh, les travailleurs du textile en grève et dans la rue

Des grèves multiples et des manifestations violentes secouent actuellement l'ensemble du pays et en particulier la capitale, Dacca. Plus de 250 usines sont à l'arrêt, certaines en partie détruites ou occupées.

Le Bangladesh est l'un des principaux exportateurs de vêtements mondial avec quelque 3 500 usines qui fournissent les marques occidentales. Quatre millions de personnes, surtout des femmes, travaillent dans ce secteur pour un salaire moyen mensuel équivalent à 70 euros. Les grévistes demandent 190 euros, soit presque trois fois plus.

Le réseau de défense des droits des ouvriers de l'habillement *Clean Clothes Campaign* a condamné la répression violente (déjà deux manifestants tués par la police), accusant la plupart des grandes marques de refuser de soutenir publiquement ce mouvement.

Vive la grève des travailleuses et travailleurs du textile !

**Stop aux massacres à Gaza !**

Manifestation

**Dimanche 12 novembre à 14h**

Place de la République